



Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 15

Mars 2024

LES « PATHOLOGIES DE L'ÉGALITÉ » FONT LE TERREAU DE LA DÉFIANCE ET DU POPULISME

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Au-delà des effets du contexte économique et social actuel, la crise démocratique française prend plus profondément racine dans la perception par les individus de ce que Pierre Rosanvallon propose d'appréhender comme des « pathologies de l'égalité ». Les représentations d'une société d'inégalités, de mépris, d'injustice ou de discriminations nourrissent, de manière différente, cependant, la défiance et le populisme. Toutes alimentent la colère en politique. La vision chez nos concitoyens d'une société injuste a les effets les plus notables sur la confiance politique et le jugement porté sur le fonctionnement démocratique. Nos données montrent surtout l'importance des représentations d'une société vue comme inégalitaire, méprisante et injuste sur la force des attitudes populistes.

La vague 15 du Baromètre de la confiance du CEVIPOF a été réalisée grâce à un partenariat entre le CEVIPOF, le CESE, Intérieure Mutuelle, CMA-France, EDF et l'Université Guido Carli - LUISS à Rome.

1.

Cf. CAUTRÈS (Bruno)
« Anatomie d'un malaise démocratique français », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 15, mars 2024, 14 p.

2.

Chez le sociologue américain Charles W. Mills, les épreuves individuelles (*personal troubles*) sont appréhendées comme s'inscrivant dans des enjeux publics plus larges (*social or public issues*). Cf. C. Wright Mills, *The sociological imagination*, London, United Kingdom: Oxford University Press, 1959

3.

Cf. Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie*, Paris, Seuil, 2021

Dans un contexte marqué par la crise, le conflit en Ukraine et les inquiétudes plus que jamais présentes sur le pouvoir d'achat, la France paraît s'enfoncer un peu plus dans la défiance, la morosité et la lassitude¹.

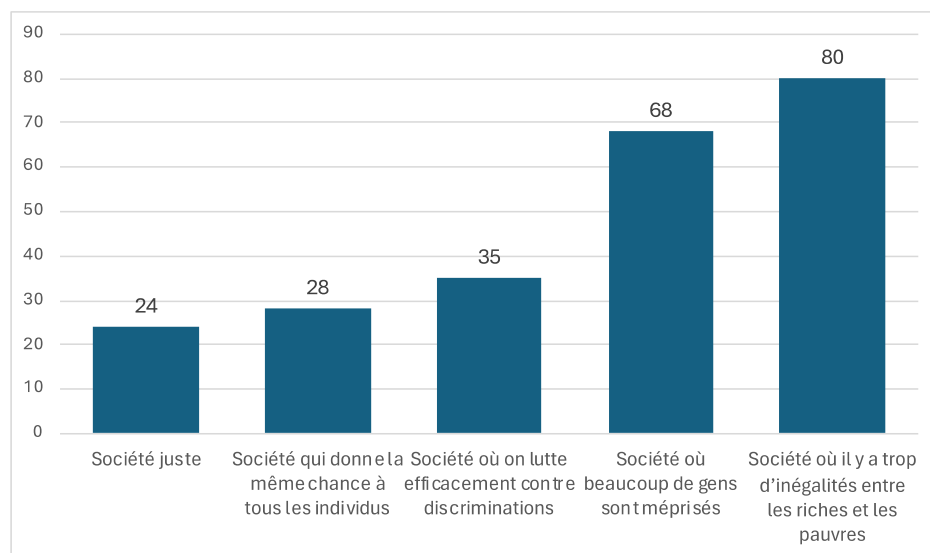
S'ils prennent naturellement racine dans ce contexte économique et social particulièrement tendu, ces sentiments négatifs renvoient plus largement, cependant, à des enjeux et des rapports sociaux existants².

Dans son livre paru en 2021, *Les épreuves de la vie*³, Pierre Rosanvallon évoque des épreuves du « lien social » qui peuvent prendre la forme du mépris, de l'injustice et de la discrimination. Pour Rosanvallon, « il s'agit de pathologies de l'égalité, au sens où ces mises à l'épreuve soulignent les obstacles qui sont mis à la constitution d'une société de semblables. Il s'agit là aussi de situations ressenties comme intolérables dans un monde où l'attention aux singularités et à la valeur intrinsèque de chaque individu s'est imposée comme une exigence démocratique élémentaire » (p.10/11).

Malaises dans la « société de semblables »

Dans le cadre de la vague 15 du Baromètre de la confiance politique, nous avons mesuré les perceptions de la société française sur un ensemble de dimensions relatives aux inégalités socio-économiques, aux injustices, à l'égalité des chances, au mépris ou aux discriminations (Cf. Figure 1).

Figure 1 : Les représentations de la société française



Question : « Êtes-vous d'accord avec chacune des opinions suivantes concernant la société française actuelle ? »

% total des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.

Les jugements sur la société française sont, on le constate, particulièrement sévères. Les résultats attestent d'une vision majoritairement partagée d'une société traversée par de multiples « pathologies » de l'égalité (Cf. Figure 1).

Seuls 24% des répondants considèrent ainsi que la société actuelle est « juste » et 28% à peine qu'elle « donne la même chance à tous les individus ». Pour un tiers (35%) seulement des enquêtés, « c'est une société où on lutte efficacement contre les discriminations ». Plus des deux tiers (68%) des Françaises et des Français pensent par ailleurs que dans notre société « beaucoup de gens sont méprisés⁴ » ; une très large majorité (80%) estime enfin que « c'est une société où il y a trop d'inégalités entre les riches et les pauvres » (Cf. Figure 1).

D'une manière générale, ces opinions sur la société française sont très peu liées au niveau de diplôme ou à la catégorie socio-professionnelle. Elles demeurent, en ce sens, assez détachées de la position « objective » des individus dans la hiérarchie sociale. Elles ne répondent pas non plus à une logique de cycle de vie : les jugements portés sur la société sont très comparables dans l'ensemble des catégories d'âge.

On observe en revanche des différences significatives entre les hommes et les femmes : ces dernières apparaissent d'une manière générale plus critiques que les hommes dans leurs attitudes envers la société française, en particulier pour ce qui concerne les questions de l'égalité des chances ou du mépris⁵ (Cf. Figure 2).

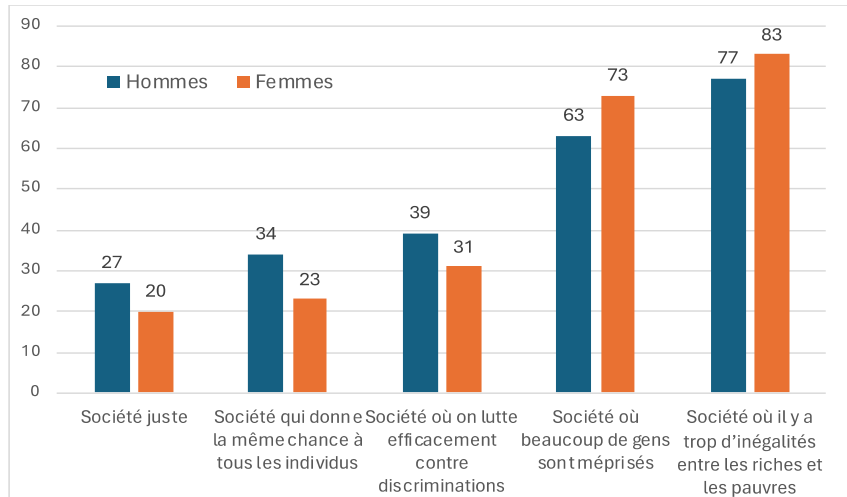
4.

Ces résultats témoignent, on le constate, de l'importance de ce que Rosanvallon désigne comme l'épreuve du « mépris d'en-haut » dans ses modalités principales que sont la « condescendance » et « l'indifférence » (p.28). Cette forme de mépris réduirait, à ses yeux, les individus à un état d'invisibilité, de non-représentation de leur existence-même dans l'espace du débat public

5.

Ces différences de genre sont significatives y compris lorsque contrôlées par l'ensemble des autres facteurs sociologiques : âge, diplôme, classe sociale, risque de chômage, la difficulté à s'en sortir avec ses revenus, l'identification à une minorité ethnique ou le fait de déclarer habiter dans un territoire en difficulté

Figure 2 : Les écarts de genre dans les représentations de la société française



Question : « Êtes-vous d'accord avec chacune des opinions suivantes concernant la société française actuelle ? »

% total des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.

Les opinions sur la société française sont également fortement liées aux évaluations subjectives par les individus de leur précarité matérielle, dans un contexte économique marqué par l'anxiété et un avenir plus imprévisible. Sur l'ensemble des opinions mesurées, on observe des différences significatives chez les individus qui disent « avoir des difficultés à s'en sortir avec leurs revenus » : ces derniers portent systématiquement des jugements plus négatifs sur la société.

On notera pour terminer qu'aucune variable socio-démographique n'a d'effet très substantiel sur la perception de la société française comme une « société où il y a trop d'inégalités entre les riches et les pauvres ». Cette opinion est très largement partagée par l'ensemble des groupes sociaux et dépasse, semble-t-il, les clivages sociaux traditionnels.

La « carte émotionnelle » des pathologies de l'égalité

La théorie des épreuves donne une place centrale aux émotions. Les réactions induites par les épreuves de la vie s'expriment en effet sous la forme d'émotions, qui déterminent les comportements et orientent les rapports à autrui et, plus largement, aux institutions. Dans son ouvrage consacré aux *Passions tristes*, François Dubet lie très directement l'expérience individuelle des inégalités - comme une série d'injustices personnelles, discriminations, expériences du mépris, mises en cause de la valeur de soi - comme source du ressentiment pouvant nourrir la défiance et le populisme. À ses yeux, ce « régime des inégalités » multiples engendre une société de colère⁶.

6. Cf. François Dubet, *Le temps des passions tristes*, Paris, Seuil, 2019

De la même façon, pour Rosanvallon, les « pathologies » sociales telles que perçues par les individus peuvent ainsi se traduire sous forme d'émotions spécifiques, en particulier la colère, le ressentiment, l'indignation ou la rage. Ces émotions acquièrent une dimension collective au travers de différents modes de partage et forment ainsi ce que Rosanvallon nomme des « communautés d'émotions ou d'expériences » (p.15). Derrière cette carte émotionnelle, on peut discerner certains des mécanismes de la défiance politique.

7.

Les contrôles sont les suivants : genre, âge, niveau de diplôme, classe sociale, statut, situation matrimoniale, enfants, risque perçu de chômage, sentiment de ne pas s'en sortir avec ses revenus, positionnement sur une échelle sociale subjective, identification à une minorité ethnique et sentiment de vivre dans un territoire en difficulté

8.

Il s'agit là d'une version « catégorielle » de l'échelle, qui permet une mesure plus qualitative du placement « ni gauche, ni droite », ainsi que « à la fois à gauche et à droite »

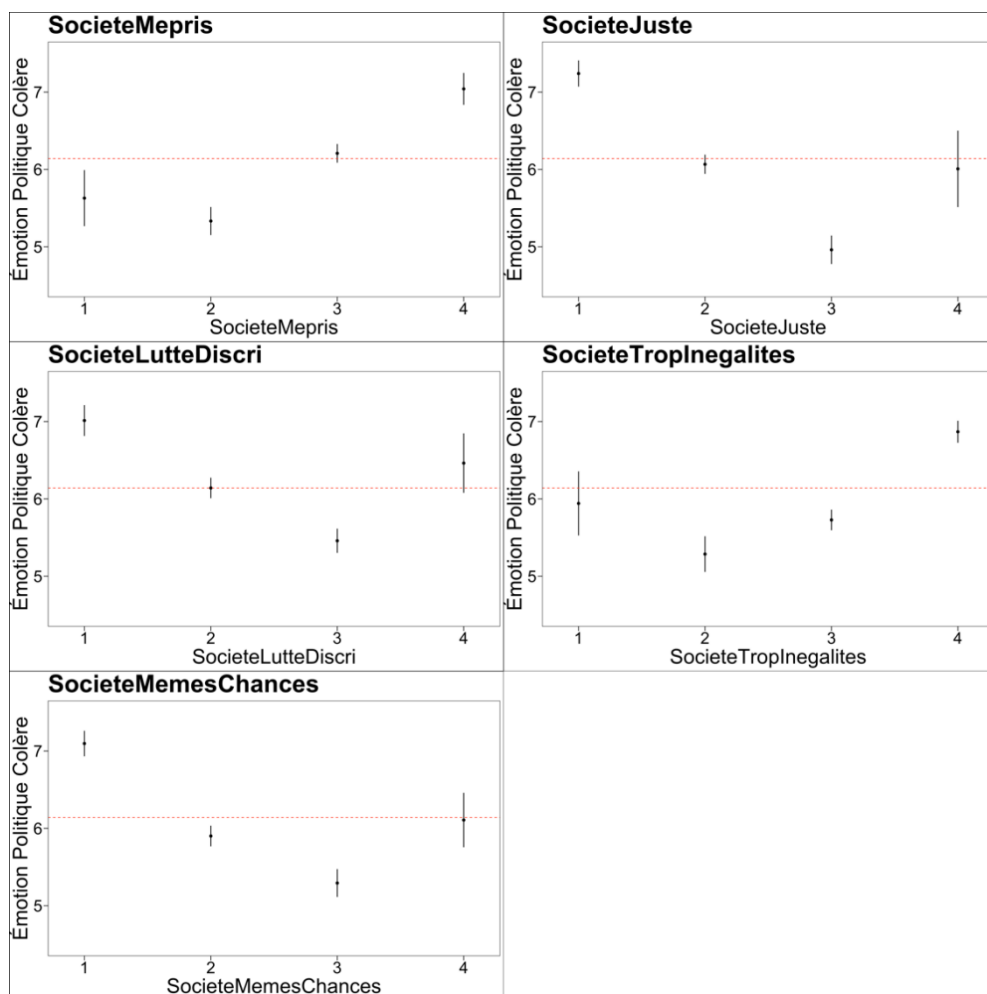
9.

Comme le résume Philippe Cibois : « parler de techniques 'toutes choses égales par ailleurs' fait appel à l'idée que si un phénomène social est dû à plusieurs causes, il peut être intéressant de voir l'effet propre de chacune des causes, indépendamment des autres ». Cf. Philippe Cibois, Les techniques d'analyse « toutes choses égales par ailleurs » In: *Les méthodes d'analyse d'enquêtes*, Lyon, ENS Éditions, 2014

Les données du Baromètre nous permettent d'envisager les liens qui existent entre les représentations par les individus de la société française et la colère que ces derniers disent ressentir à l'égard de l'action du gouvernement. Ces effets sont mesurés dans des modèles de régressions linéaires qui incluent un ensemble de contrôles socio-démographiques⁷. Compte-tenu de la dimension politique de la colère dans l'enquête, on ajoute également le positionnement des individus sur l'échelle gauche-droite pour tenir compte des différentes orientations idéologiques⁸. L'inclusion de ces variables de contrôle permet d'évaluer les effets des représentations de la société « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire indépendamment du profil sociologique ou politique des répondants⁹.

Les résultats attestent de l'impact émotionnel des représentations de la société française (Cf. Figure 3). Dans tous les cas, les valeurs moyennes observées sur l'échelle de colère politique sont plus élevées chez les répondants qui émettent les jugements les plus critiques à l'égard de la société française, qu'il s'agisse de la justice, de l'égalité des chances, du mépris, des inégalités socio-économiques ou des réponses sociales et politiques apportées aux discriminations. Toutes les différences sont statistiquement significatives et elles sont mesurées, rappelons-le, en tenant compte de l'ensemble des caractéristiques sociologiques des répondants et de leur orientation politique.

Figure 3 : Niveau moyen de colère politique selon les perceptions de la société française



Valeurs prédites sur les échelles de ressenti de la « colère » face à l'action du gouvernement (0-10) ;

Ces valeurs « toutes choses égales par ailleurs » sont calculées dans le cadre de modèles de régressions linéaires multivariées intégrant un ensemble de contrôles socio-démographiques et l'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite (catégorielle) ;

La ligne rouge en pointillés montre la valeur moyenne sur l'échelle de colère politique de 0 à 10 ($m=6.1$) pour l'ensemble de l'échantillon

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.

Les écarts les plus marqués s'observent en particulier sur la question du mépris et de la justice dans la société française, moins fortement en revanche pour ce qui concerne les inégalités de richesse, la lutte contre les discriminations ou l'égalité des chances. Ces résultats corroborent l'intuition de Rosanvallon qui insiste sur les liens qui existent entre les épreuves d'injustice et de mépris et les réactions émotionnelles que celles-ci entraînent, sous la forme du ressentiment et de la colère.

De manière intéressante, on observe une courbe en U pour les questions relatives à la justice, aux discriminations, à l'égalité des chances ou aux inégalités socio-économiques : ici, le niveau de colère est relativement plus élevé chez les personnes qui ont une vision très positive de la société sur ces questions comparativement à celles qui émettent un jugement positif mais plus nuancé¹⁰. Une telle distribution semble témoigner d'un découplage entre les jugements portés sur la société, très positif sur ces questions, et ce qui semble être plus généralement une plus forte insatisfaction face à l'action du gouvernement - mesurée ici par l'émotion de colère.

Quels effets politiques ?

Ainsi saisies au prisme des représentations des citoyennes et des citoyens, et des émotions qui y sont associées, les pathologies de l'égalité au sein de la société peuvent éclairer à leur tour certaines des dimensions du climat de défiance qui domine aujourd'hui en France.

Il s'agit ici d'évaluer les effets des représentations de la société sur quatre grands types d'attitudes politiques, en particulier sur la dimension essentielle de la confiance politique générale, du sentiment que son avis est pris en compte par les responsables politiques, du jugement sur le fonctionnement démocratique en France, et de leur corolaire qu'est le populisme.

On procède une nouvelle fois à des analyses multivariées, incluant les variables socio-démographiques de contrôle ainsi que l'orientation idéologique des répondants. Pour chacune des quatre grandes dimensions d'attitudes politiques, on teste simultanément l'effet des cinq principales représentations de la société - justice, inégalités, mépris, égalité des chances et lutte contre les discriminations.

On utilise ici l'effet moyen marginal pour évaluer l'importance relative de chacune de ces représentations. L'effet moyen marginal permet de comparer l'impact de chaque facteur particulier - ici les représentations de la société - sur le niveau observé sur la ou les variables que l'on cherche à expliquer - ici les attitudes politiques et le populisme¹¹.

10.

Il faut rester ici prudent compte-tenu d'effectifs plus faibles sur les modalités « tout à fait d'accord », pour les trois items relatifs à la perception de la société comme « juste », « luttant bien contre les discriminations » et « qui donne la même chance à tous les individus »

11.

Les effets marginaux moyens sont calculés en deux temps : on estime d'abord l'effet pour chaque individu observé dans le modèle, puis on calcule ensuite la moyenne de ces effets individuels pour une mesure unique sur l'ensemble de l'échantillon

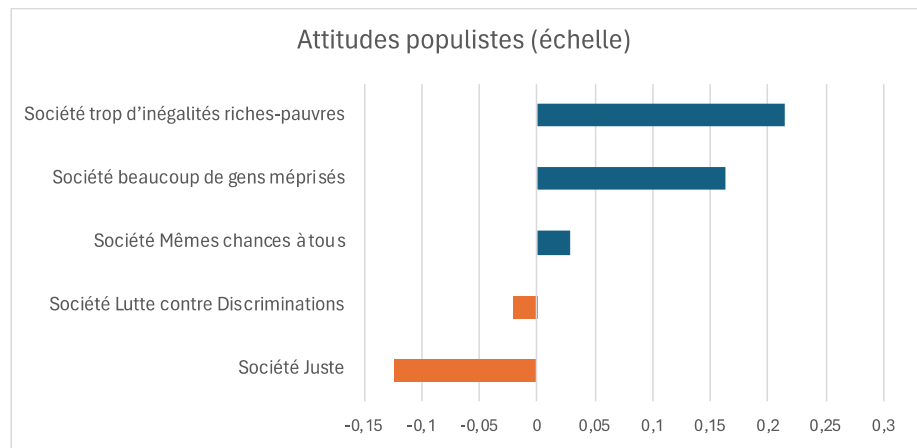
12.

La lecture est la suivante : pour le fonctionnement démocratique, par exemple, l'effet moyen de la société « juste » est de 0,28, ce qui veut dire que chaque augmentation d'un point sur cette question produit en moyenne, tous individus confondus, une augmentation de 0,28 sur l'échelle de fonctionnement démocratique en 4 positions

Ces effets sont résumés en Annexe A1. On les présente sous forme graphique dans la Figure 4¹².

Figure 4 : Effets marginaux moyens des représentations de la société sur les attitudes politiques





Effets marginaux moyens calculés « toutes choses égales par ailleurs » dans le cadre de modèles de régressions linéaires multivariées intégrant un ensemble de contrôles socio-démographiques et le placement des individus sur l'échelle gauche-droite (catégoriel) ;

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.

Nos résultats confirment en premier lieu le rôle prédominant de l'injustice. La question des « injustices » est au cœur de la réflexion contemporaine sur la défiance politique et l'existence de ce que Rosanvallon nomme des « communautés d'indignation » (p.113). Dans nos données, la représentation de la société française comme « juste » demeure un facteur prépondérant de structuration des attitudes politiques. La vision d'une société juste a un effet positif sur la confiance politique, le jugement sur le fonctionnement démocratique ou le sentiment que son avis est pris en compte par les responsables politiques. Son effet est particulièrement notable : l'effet marginal moyen de la société « juste » est 2 à 3 fois supérieur à celui des autres représentations de la société française (Cf. Figure 4).

On observe également un effet positif, quoique de plus faible intensité, s'agissant des perceptions de la société comme luttant efficacement contre les discriminations ou assurant les mêmes chances à tous les individus : des représentations sociales positives sur ces deux indicateurs augmentent de manière significative le jugement positif sur le fonctionnement démocratique, le sentiment d'être écouté par les responsables politiques et plus généralement le degré de confiance politique.

La dimension de « mépris » n'a, quant à elle, qu'un effet négatif relativement limité sur le jugement du fonctionnement de la démocratie ou le sentiment par le répondant que son avis est pris en compte par les responsables politiques, avec des effets moyens plus faibles. On n'observe pas, par ailleurs, d'effet significatif du « mépris » sur la confiance politique générale (Cf. Figure 4).

Enfin, la représentation d'une société où les inégalités de richesse sont trop grandes n'a que peu d'effet sur les attitudes socio-politiques : elle joue, pour l'essentiel, un rôle négatif sur les sentiments individuels d'être entendu par les responsables politiques. Ailleurs, l'effet des inégalités entre les riches et les pauvres est pratiquement négligeable ou non significatif.

13.

Ces attitudes renvoient à la représentation d'une opposition irréconciliable entre le « peuple » et les « élites », assortie d'une revendication de souveraineté populaire « absolue », hors des canaux traditionnels de la représentation

14.

Cf. Agnes Akkerman, Cas Mudde and Andrej Zaslove, "How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters", *Comparative Political Studies*, 47(9), 2014, pp. 1324-1353

L'impact des diverses représentations de la société française est particulièrement intéressant pour ce qui concerne les attitudes populistes¹³. Au niveau empirique, le populisme peut être mesuré sur une échelle d'attitude et on en trouve trace à la fois à gauche et à droite de l'axe politique¹⁴ (Cf. Figure 1, Annexe A2).

D'une manière générale, pour Rosanvallon les épreuves du lien social « sont au cœur des colères, des formes de ressentiment et d'indignation qui constituent le principal aliment du populisme » (p.206). Dans nos données, ce populisme « générique » apparaît fortement lié à trois formes en particulier de représentations de la société française.

Ce sont les inégalités socio-économiques qui ont l'effet moyen le plus important. Si la perception d'une société inégalitaire ne joue qu'un très faible rôle dans les autres attitudes politiques testées plus haut, elle nourrit de manière substantielle en revanche le populisme. Ce lien est d'autant plus notable qu'il renvoie à la distribution du populisme aux deux extrêmes de l'axe gauche-droite, c'est-à-dire dans les espaces idéologiques où se trouvent principalement les électeurs de La France Insoumise et du Rassemblement national (Cf. Figure 2, Annexe A2).

Le second facteur le plus important est la représentation du « mépris » au sein de la société française. La vision d'une société « où beaucoup de gens sont méprisés » a un effet positif substantiel sur le niveau de populisme des répondants, beaucoup plus important que son effet sur les autres attitudes politiques, qu'il s'agisse du fonctionnement de la démocratie ou de la confiance générale dans la politique (Cf. Figure 4).

Ce résultat illustre ce qui paraît pouvoir constituer un élément distinct du populisme. Dans son ouvrage, Rosanvallon insiste sur l'impact politique du mépris, s'agissant notamment des effets politiques du « mépris d'en-haut » qui alimente un fort ressentiment qui produit à son tour une « haine diffuse » du fait de l'impuissance ressentie (p.70). Pour l'auteur, le ressentiment qui naît du mépris est devenu un axe majeur de la culture politique du populisme.

Nos données confirment, on le voit, l'importance d'une perception d'un ordre social dominé par le mépris dans la structuration d'attitudes populistes. Elles corroborent, enfin, le rôle de l'injustice comme troisième moteur potentiel du populisme : la vision d'une société juste diminue de manière significative le niveau de populisme mais l'effet est, ici, moins important que celui observé pour les autres attitudes politiques - confiance, écoute, fonctionnement démocratique - et il demeure également en-deçà du mépris ou des inégalités pour ce qui concerne le populisme (Cf. Figure 4).

Conclusion

Si le contexte économique et social actuel pèse à l'évidence sur les attitudes politiques, la crise démocratique française prend également racine dans les représentations de la société française et ses diverses « pathologies de l'égalité ». Ces dernières alimentent la colère politique et les réflexes populistes.

La défiance politique, la perception d'une démocratie qui fonctionne mal ou le sentiment de ne pas être pris en compte par les responsables politiques sont, on l'a vu, principalement liés à la vision d'une société injuste plus qu'aux inégalités.

Ces dernières jouent surtout un rôle dans la structuration d'attitudes populistes : l'adhésion à la représentation d'une société politique duale, dans laquelle le « peuple » est opposé aux « élites », se nourrit du sentiment de vivre dans une société fortement inégalitaire sur le plan économique. Au-delà des enjeux socio-économiques, le populisme traduit également une dimension morale : nos données montrent l'importance des représentations d'une société dominée par le mépris et les sentiments d'injustice sur la force des attitudes populistes.

Annexes

A1. Effets marginaux moyens des représentations de la société sur les attitudes politiques

Fonctionnement Démocratie

<i>Représentations de la société</i>	<i>Effet moyen</i>	<i>Err.Std</i>	<i>z</i>	<i>p</i>	<i>lower</i>	<i>upper</i>
Société Juste	0.279	0.020	13.776	0.000	0.239	0.319
Société Lutte contre Discriminations	0.106	0.018	5.888	0.000	0.071	0.141
Société Mêmes chances à tous	0.079	0.018	4.287	0.000	0.043	0.115
Société beaucoup de gens méprisés	-0.081	0.018	-4.590	0.000	-0.116	-0.047
Société trop d'inégalités riches-pauvres	0.015	0.017	0.902	0.367	-0.018	0.049

Avis pris en compte

<i>Représentations de la société</i>	<i>Effet moyen</i>	<i>Err.Std</i>	<i>z</i>	<i>p</i>	<i>lower</i>	<i>upper</i>
Société Juste	0.226	0.020	11.50	0.000	0.187	0.264
Société Lutte contre Discriminations	0.083	0.017	4.77	0.000	0.049	0.117
Société Mêmes chances à tous	0.064	0.018	3.58	0.000	0.029	0.099
Société beaucoup de gens méprisés	-0.045	0.017	-2.62	0.009	-0.079	-0.011
Société trop d'inégalités riches-pauvres	-0.066	0.017	-4.00	0.000	-0.099	-0.034

Confiance politique (générale)

<i>Représentations de la société</i>	<i>Effet moyen</i>	<i>Err.Std</i>	<i>z</i>	<i>p</i>	<i>lower</i>	<i>upper</i>
Société Juste	0.240	0.021	11.43	0.000	0.199	0.282
Société Lutte contre Discriminations	0.082	0.019	4.38	0.000	0.045	0.119
Société Mêmes chances à tous	0.060	0.019	3.15	0.002	0.023	0.098
Société beaucoup de gens méprisés	-0.027	0.018	-1.44	0.150	-0.063	0.010
Société trop d'inégalités riches-pauvres	-0.043	0.018	-2.40	0.017	-0.077	-0.008

Échelle de populisme

<i>Représentations de la société</i>	<i>Effet moyen</i>	<i>Err.Std</i>	<i>z</i>	<i>p</i>	<i>lower</i>	<i>upper</i>
Société Juste	-0.123	0.020	-6.22	0.000	-0.162	-0.084
Société Lutte contre Discriminations	-0.021	0.018	-1.20	0.231	-0.056	0.013
Société Mêmes chances à tous	0.029	0.018	1.61	0.108	-0.006	0.064
Société beaucoup de gens méprisés	0.164	0.017	9.50	0.000	0.130	0.198
Société trop d'inégalités riches-pauvres	0.215	0.017	12.91	0.000	0.183	0.248

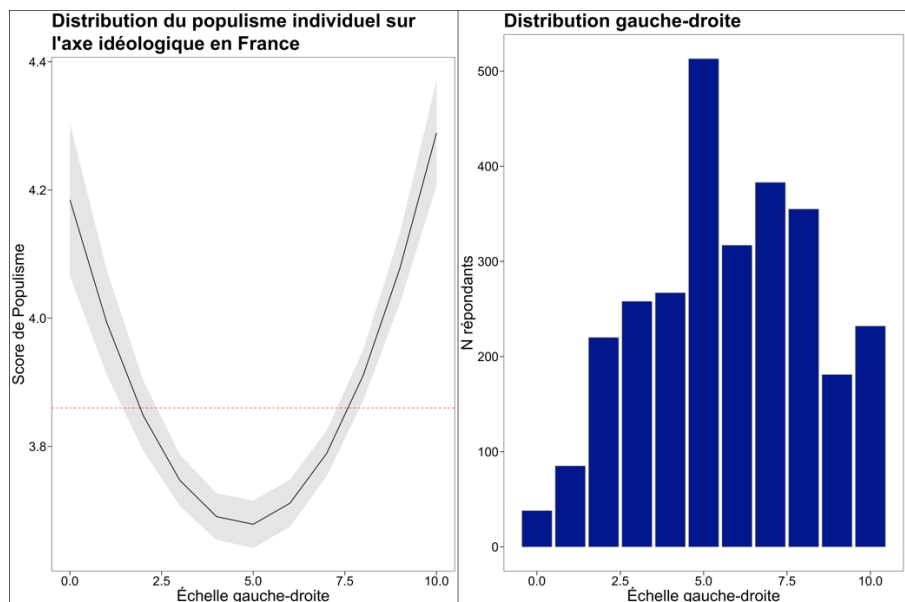
Effets marginaux moyens calculés « toutes choses égales par ailleurs » dans le cadre de modèles de régressions linéaires multivariées intégrant un ensemble de contrôles socio-démographiques et le placement des individus sur l'échelle gauche-droite (catégoriel) ;

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.

A2. Distribution des attitudes populistes en France

Dans le cas français, la distribution du populisme attitudinal sur l'axe idéologique suit une courbe en U classique, qui témoigne de la présence de plus forts niveaux de populisme aux deux extrêmes de l'échelle gauche-droite (Cf. Figure 1).

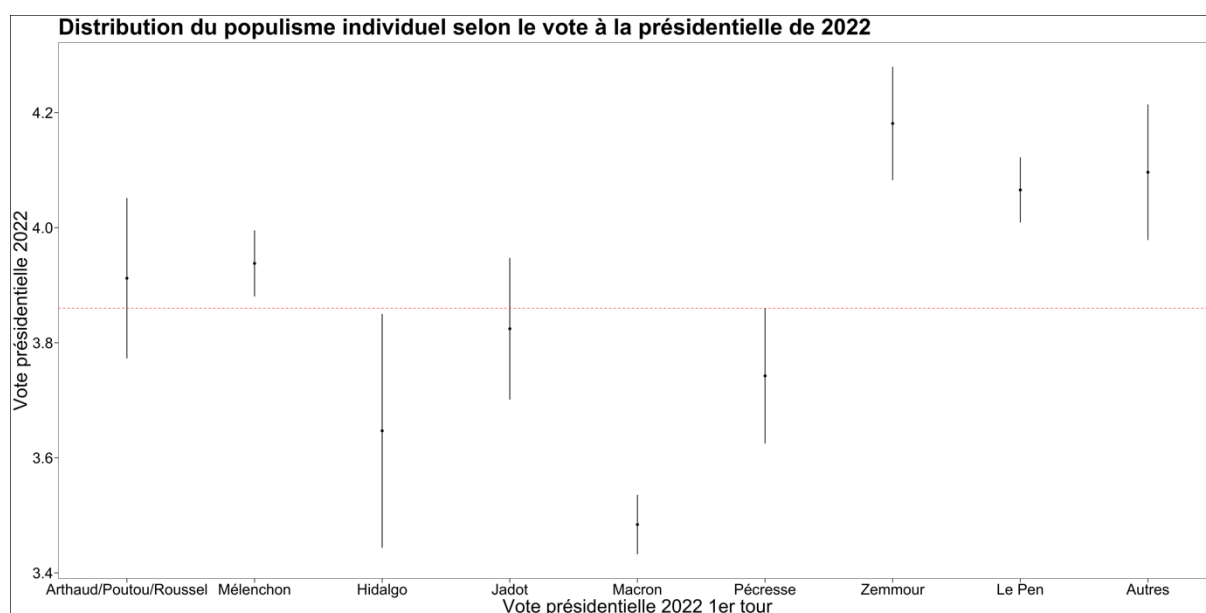
Figure 1. Distribution des attitudes populistes individuelles sur l'axe gauche-droite



Valeurs sur l'échelle de populisme (0-5) calculées « toutes choses égales par ailleurs » dans le cadre de modèles de régressions linéaires multivariées intégrant un ensemble de contrôles socio-démographiques ;

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.

Figure 2. Distribution des attitudes populistes individuelles selon le vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2022



Valeurs sur l'échelle de populisme (0-5) calculées « toutes choses égales par ailleurs » dans le cadre de modèles de régressions linéaires multivariées intégrant un ensemble de contrôles socio-démographiques ;

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 15, janvier 2024.